



Première table ronde « Avant et après TIC&PME 2010 : la valeur ajoutée pour l'économie numérique »

François CHOLLEY (CGTI, animateur de la table ronde)

Le message du Ministre a mis en exergue l'importance du programme TIC PME. A travers les différentes présentations qui seront menées, je tiens à ce que nous réfléchissions à trois points. Certains éléments sont généraux, alors que d'autres sont spécifiques aux secteurs. Par ailleurs, j'insiste sur le fait qu'il est important de travailler en équipe au sein d'une fédération pour trouver des règles communes, mais aussi sur le fait que le numérique améliore la productivité de chaque secteur lorsqu'il les irrigue. Le numérique est un facteur essentiel dans la compétition internationale.

Je cède la parole à Alain Maury pour la première présentation.

Alain MAURY (bâtiment - projet eXpert)

Le projet eXpert concerne le bâtiment. 12 partenaires – l'ensemble des fédérations professionnelles du bâtiment – ont collaboré au projet. Ce dernier porte sur la maquette numérique (BIM) qui vise à révolutionner la démarche actuelle, basée sur l'échange de plans. Dans le cadre de la nouvelle approche, le bâtiment est représenté en trois dimensions dans une maquette numérique qui comprend toutes les informations relatives à ce dernier. Dans le projet eXpert, tous les acteurs sont représentés et travaillent depuis un an et demi en sept groupes de travail. 70 professionnels ont participé à ces groupes, auxquels ont été intégrés les utilisateurs finaux. Notre travail a donné lieu à la publication d'un livre blanc.

Le projet eXpert a fait l'unanimité auprès des utilisateurs mais a aussi permis de lever les appréhensions. La maquette numérique sera un outil de base dans l'économie d'énergie et dans le développement durable. Je tiens à projeter une séquence vidéo qui présente une maquette de maison individuelle et les performances thermiques de cette dernière.

Une vidéo est projetée.

Les bénéfices en matière de séquences de calcul sont de l'ordre de 1 à 100 avec la maquette numérique, qui apporte un gain dès la conception.

François CHOLLEY

Compte-tenu du Grenelle de l'environnement et des annonces réglementaires, il est clair que ce type de techniques sera indispensable pour parvenir à réaliser rapidement les progrès à atteindre en matière de performances thermiques des bâtiments.

Bruno PREPIN (agriculture - projet ResAgri)

L'agriculture est un secteur diversifié en matière de filières et de produits, qui regroupe des TPE comme de grandes entreprises. L'agriculture comporte 3 500 coopératives, 1 500 filiales associées, 400 000 exploitations agricoles concernées, 150 centres de gestion.



L'environnement est de longue date un élément de réflexion essentiel dans l'agriculture. Entre 150 000 et 200 000 exploitations disposent d'outils numériques pour mener une agriculture raisonnée. Il y a un réel besoin d'échange de ces données avec les organismes de conseil. Le secteur a donc exprimé un besoin en ce sens. Les exploitations doivent pouvoir modéliser leur parcelle et transmettre ces informations pour obtenir des conseils pour une exploitation optimale de cette dernière, tant en matière de productivité que de respect de l'environnement. Le secteur agricole était déjà fortement équipé en numérique, mais se devait de passer du M to M au B to B.

Dans l'élevage, il est possible de retracer le parcours d'un animal de sa naissance jusqu'à sa mort. Nous disposons en France d'outils performants dans ce domaine. En revanche, cette capacité n'a pas été exploitée à l'export. En numérisant et en se conformant aux normes internationales, les exploitations peuvent valoriser la traçabilité de leur production et mieux vendre cette dernière. Grâce au programme ResAgri, des outils ont été développés. Le programme a été porté par la filière et permet d'assurer une traçabilité tout en rendant possible l'échange d'informations de natures multiples.

Grâce à ce projet, les professionnels ont bien compris la nécessité de travailler en commun, mais il a aussi permis de tisser des liens avec l'administration. Nous avons réussi à prouver l'intérêt d'utiliser un standard commun et performant de normalisation, ainsi que des outils associés. Cette démarche était inconcevable il y a quelques années, car chacun travaillait de son côté. J'ajoute que la saisie unique de la parcelle permet également de réaliser la déclaration PAC.

Jacques BAILLON (banque et finance – Crédit Agricole projet Interfinance)

Les partenaires du projet Interfinance sont les suivants : le groupe Crédit Agricole, Eurofactor (leader de l'affacturage en France, numéro 2 en Europe) et SAGE (éditeur de logiciels pour petites et moyennes entreprises). En tant que partenaire privé, l'intérêt pour Crédit Agricole de participer à Interfinance était de développer des offres pour les entreprises et de bâtir un guide de la facture simple. Rui Teixeira Guerra était le coordinateur du projet. Je lui laisse la parole.

Rui TEIXEIRA GUERRA (banque et finance – EDIFRANCE projet Interfinance)

La facture dématérialisée est très peu répandue - seulement 5 % d'utilisation - à l'heure actuelle en France. Il était indispensable d'assurer une interopérabilité entre les filières de ce dispositif, en bouclant le cycle facturation dématérialisée / paiement dématérialisé / financement de la facture dématérialisée. Actuellement, les PME ne voient pas l'intérêt de l'adoption de la facture dématérialisée et ne l'utilisent que sous la contrainte de leurs grands donneurs d'ordre.

Nous avons mené une étude de marché, qui a mis en évidence un manque d'outils simples. Les grands donneurs d'ordre sont prêts à se lancer dans la facture dématérialisée, mais ont du mal à atteindre un effet de masse alors que tous les chaînons existent déjà.

Nous avons réuni de nombreux acteurs autour du projet, dont la réalisation n'interviendra que dans un an. Notre travail a porté sur la standardisation et de la dématérialisation de trois éléments : les standards de la facture, les processus de financement et le paiement.

Le standard de facture moderne que nous souhaitons mettre en œuvre a vocation à être déployé à l'international et à être intersectoriel. Il doit être simple pour être utilisé. L'envoi d'une facture doit donner lieu à un accusé de réception. Plus généralement, la PME émettrice doit pouvoir disposer d'une visibilité sur l'évolution du statut de la facture (reçue, reconnue, approuvée etc.).



Au cours de notre étude de marché, nous avons découvert la quasi absence de standards de financement. Seuls quelques anciens standards sont utilisés. Nous avons donc décidé de mener un travail de création d'une série de messages - notamment ceux de la cession de facture et de la demande de financement – donnant lieu à des accusés de réception. Ces messages sont en cours de création sur la base des standards. Nous étudions de près le standard ISO 22 022, qui est fondé sur ebXML et est adopté par l'ensemble de la sphère financière comme la future norme internationale unique des échanges.

Le troisième axe avait trait au paiement. L'initiative SEPA vient d'être finalisée par les banques, qui sont en phase de déploiement. Ce projet est essentiel dans la zone euro. Dans le cadre de la partie paiement du projet Interfinance, nous sommes basés sur les outils déjà réalisés et faisant partie du standard ISO 22 022. Nous combinons plusieurs familles de standards pour créer un système global d'échange entre les petites et grandes entreprises, les banques, les entreprises de financement.

Par ailleurs, il faut agir sur la nature collective des enjeux pour parvenir à une réelle dématérialisation. Quatre partenaires ont participé au projet, dont les éditeurs, qui portent l'intégration de la dématérialisation dans leurs logiciels de gestion. 200 millions de factures sont échangées et payées en France. L'encours de financement interentreprises s'établit à 600 milliards d'euros environ. Cette somme est conséquente. Il faut permettre aux PME de ne pas être les seules à financer cet encours, mais aussi de pouvoir se financer.

Le projet a produit un guide d'implémentation de la facture simple, qui vise à faciliter le déploiement de cette dernière. La facture simple intersectorielle a vocation à être échangée avec les administrations publiques. Nous souhaitons que cette dernière soit celle qui soit retenue par la sphère publique, qui s'est engagée à dématérialiser dès 2012.

Annie SCHOUTTETEN (jouet & Puériculture - FJP projet TraceNet)

Nous avons ressenti le besoin de lancer une démarche de standard. Cette dernière a été exemplaire et a été menée par la Fédération des industries du jouet et de la puériculture. Si l'activité de la puériculture est relativement lisse au cours de l'année, celle des jouets est marquée par une très forte saisonnalité. En effet, 60 à 70 % du chiffre d'affaires jouets est réalisé sur les trois derniers mois de l'année. Chaque année, nous devons renouveler les gammes de produits dans des proportions très importantes.

Nous avons collaboré avec l'ensemble des réseaux de distribution dans le cadre de la démarche de standard. Nous travaillons en effet avec 36 supports différents. Notre filière s'est dotée d'un catalogue électronique, qui permet de faciliter le dialogue entre producteurs et distributeurs. Dans le secteur du jouet, le référencement a lieu 9 mois à l'avance environ. L'utilisation du numérique peut permettre de réduire ce délai à 5/6 mois. Le numérique permet de véhiculer des images, tant sur CD ROM que sur un catalogue électronique. Grâce à ce dernier, le distributeur peut récupérer des images pour les utiliser dans son propre catalogue.

La gestion de la supply chain est particulièrement complexe dans notre secteur, car la saison de Noël doit être gérée en 90 jours, alors que toutes nos entreprises ne disposent pas nécessairement d'une logistique intégrée. L'amélioration des moyens de communication est essentielle pour éviter les pertes de chiffre d'affaires. Le numérique nous permet de limiter les ruptures de stock.

Par ailleurs, notre filière veut développer son dialogue avec l'administration, les douanes et la DGCCRF grâce au numérique.



François CHOLLEY

Y a-t-il des questions ?

De la salle

Si j'ai bien compris, la dématérialisation de facture donnera lieu à des normes, tout comme la maquette numérique. Comment ces normes seront-elles mises en place ?

Alain MAURY

Le standard ISO est développé depuis douze ans et nécessitera encore quelques années de travail. Les clients sont demandeurs d'une norme pour la maquette numérique. Dans le cadre d'eXpert, nous avons constaté que les professionnels ont confiance dans notre démarche de normalisation ISO. Le standard ISO est implémenté par la totalité des acteurs de l'industrie logicielle du bâtiment.

Anne DAUPRE (Silicon.fr)

Je suis journaliste chez Silicon.fr. Je souhaite savoir à quel stade en est votre projet.

Annie SCHOUTTETEN

La partie du projet relative au référencement est opérationnelle. Nous travaillons actuellement dans la deuxième phase du projet, c'est-à-dire sur la traçabilité relative à la gestion des flux de marchandises. Nous nous focalisons en priorité sur la livraison, pour ensuite traiter des approvisionnements (matières premières, produits finis ou semi-finis).

Nous commençons à déployer les messages électroniques (avis d'expédition, bons de livraison). Dans le cadre des bons de livraison, nous avons travaillé avec les transporteurs pendant une année dans le cadre de nos travaux. L'association de l'ensemble des acteurs à ces derniers est la clé de la réussite d'une démarche de standardisation. Les changements qu'elle induit nécessitent des investissements importants. A ce titre, le soutien des pouvoirs publics vis-à-vis de notre filière a été essentiel.

Pierre FAURE

Je vous invite à aller observer les démonstrations pendant la pause café.